

THERE IS NO SUSTAINABILITY WITHOUT FAIR PAY



Pas de mode durable sans salaire équitable

Quelle est la vraie valeur d'un vêtement ? Et que cache le prix d'un vêtement ? Il est rare que le prix reflète la vérité des coûts et la valeur d'une pièce. S'il est très élevé, nous pouvons supposer que la valeur de la marque est également payée au prix fort. S'il est si bas que le vêtement devient jetable, il est clair que des économies ont été réalisées quelque part : sur les matériaux et surtout sur les coûts de main-d'œuvre.

L'origine ou le pays de production ne disent rien non plus sur les coûts de fabrication ou la qualité d'un vêtement. On découvre également des conditions de travail proches de l'esclavage en Italie et en Grande-Bretagne, et des vêtements de haute qualité peuvent être cousus en Chine ou en Inde aussi bien qu'en Europe.

Le fait est que sur les 75 millions d'ouvriers* de l'industrie textile - dont 80% de femmes - la majorité perçoit un salaire qui ne suffit pas pour vivre. Ils vivent dans la pauvreté et peuvent à peine subvenir à leurs besoins de base.

Tant que nous ne reconnâtrons pas la valeur du travail investi dans les vêtements, cette situation ne changera pas.

En tant que consommateurs, nous devons donc savoir qui fabrique nos vêtements et dans quelles conditions. Nous devons être en mesure d'évaluer ce que nous payons réellement et pour quoi. Et nous devons repenser notre propre comportement de consommateur.

Les étiquettes de prix ne reflètent pas les coûts sociaux et environnementaux de la production.

Comment réussir à relever ce défi ?

Ce livre blanc favorise la compréhension et l'appréciation des coûts réels et du travail que représentent nos vêtements. Il permet de mieux comprendre les processus de l'industrie textile et propose des options d'action.

Le point de départ

L'industrie de la mode traditionnelle est fondée sur l'exploitation de la main-d'œuvre et des ressources naturelles. La richesse et le pouvoir sont concentrés dans les mains de quelques-uns, et la croissance et le profit sont récompensés par-dessus tout. Les grandes marques et les détaillants produisent trop et trop vite. Elles nous manipulent et nous font adopter une attitude de surconsommation perçue comme normale.

Pendant ce temps, la majorité des personnes qui fabriquent nos vêtements ne sont pas payées assez décentement pour satisfaire leurs besoins de base. Comme si cela ne suffisait pas, ces productions détruisent dans de nombreux cas l'approvisionnement en eau potable et la fertilité des sols. Cela a des conséquences sanitaires et économiques pour la population. Ces facteurs ont également un impact sur le coût de la vie nécessaire.

L'industrie de la mode est un système très ramifié d'acteurs* de tailles et de dépendances différentes. Avant qu'un vêtement ne soit cousu, il passe par une multitude d'étapes de production en amont - de la culture de la matière première à la fabrication du tissu, en passant par la transformation et l'ennoblissement. En choisissant la coupe, le matériau, la couleur et la qualité, les designers* prennent des décisions importantes en amont. Et ils les basent sur leur modèle commercial ou sur celui de l'entreprise de mode.

Sources:

<https://www.theguardian.com/business/2020/jul/06/boohoo-leicester-factory-conditions-covid-19>

<https://drive.google.com/file/d/1eLlaEMr5VExxk46LiRqarO-JsDA5tSKI/view>

La fast fashion domine toute l'industrie

Le succès du modèle Fast Fashion a entraîné une énorme accélération des processus de production et une multiplication de la production de marchandises au cours des 20 dernières années. Alors que dans les années 80, on produisait encore 2 à 4 collections par an, aujourd'hui, même les marques qui n'entrent pas dans la catégorie "fast fashion" lancent 6 à 10 collections sur le marché.

Il est important de rappeler que, contrairement à l'industrie automobile qui est fortement automatisée, nos vêtements sont toujours fabriqués par des hommes. Tout ce que nous portons, indépendamment du prix et de la qualité, a été cousu par une personne qualifiée - en général une femme.

Ainsi, ce sont également les ouvrières* qui font les frais de l'accélération et de l'expansion de l'industrie de la mode. Les usines du monde entier sont soumises à la pression de livrer des quantités toujours plus importantes de vêtements, plus rapidement et à moindre coût. En conséquence, les usines exigent systématiquement de leurs travailleurs* qu'ils fassent des heures supplémentaires, souvent sans majoration de salaire. Les travailleurs sont souvent victimes d'intimidation et de harcèlement. Dans de nombreux cas, ils sont même empêchés de faire des pauses pour aller aux toilettes.

La plupart des entreprises fabriquent leurs vêtements là où elles obtiennent le meilleur marché. En règle générale, cela signifie une délocalisation vers des pays où les salaires sont très bas. La plupart des entreprises choisissent de laisser les salaires à la "main invisible" du marché ou aux gouvernements. et se déchargent ainsi de leur responsabilité quant aux salaires de misère des travailleurs*. Dans cette "course vers le bas", les gouvernements craignent d'augmenter les salaires minimaux, car cela entraînerait une migration des entreprises vers des pays de production encore plus avantageux.

Ce système est aujourd'hui si bien cimenté qu'il est très difficile de le renverser. Les rapports de force entre le gouvernement et les entreprises, mais aussi entre les marques et les fournisseurs, sont extrêmement inégaux. Pendant toute la durée de la pandémie, les marques de mode ont gagné des milliards, alors que les fournisseurs n'étaient pas payés pour le travail effectué et que les ouvriers* devaient travailler pratiquement sans salaire et sans mesures de protection. Dans un tel système, ils ne peuvent pas vivre dans la dignité. Le manque total de transparence dans la chaîne d'approvisionnement permet à de nombreuses entreprises de se cacher et de ne pas assumer leurs responsabilités.

Le terme "fast fashion" désigne un modèle commercial basé sur la mise sur le marché rapide de vêtements fabriqués à bas prix en fonction des tendances. Les consommateurs peuvent acheter davantage sans grever leur budget grâce à un choix toujours renouvelé et à des prix bas. Les vêtements deviennent ainsi des articles jetables, la qualité n'a plus d'importance.

Si Zara et H+M, avec leurs 10 à 12 collections, étaient souvent considérés comme l'exemple type du modèle de la fast fashion, ils ont été dépassés par des entreprises d'ultra fast fashion comme Shein et Boohoo. Celles-ci lancent de nouveaux articles toutes les semaines, voire tous les jours.

CASE STUDY 202.1
BANGLADESH

| | | | |
|-----------------|--|--------------|----|
| NAME : | Rohima | AGE : | 39 |
| LIVES : | in a house in the Mirpur sub-district of Dhaka. It has no separate bathroom, kitchen or storage areas. | | |
| FAMILY : | She lives with her 10 year old son | | |
| SALARY : | BDT 8,100 (monthly) | | |

TYPICAL DAILY ROUTINE

| | |
|--------------|--|
| 07:00 | Wake up, get dressed |
| 07:45 | Walk to work |
| 08:00 | Work for 10 hours with a 1hr break |
| 18:00 | Travel home |
| 18.15 | Cook dinner of rice and veggies with a small portion of local fish cooked in a spice-sauce |
| 19:30 | Cleaning, laundry and looking after her son |
| 21:00 | Personal care |
| 21:30 | Relax and watch tv |
| 00:00 | Muslim religious practice |
| 01:00 | Sleep |

SHOPPING LIST FROM WEEK 2

PEAS
RICE
CORIANDER LEAVES
SWEET BITTER GOURD
SALT
NOODLES
VEGETABLES
SUGAR
PUFFED RICE
DEXTROSE
EGG
GREEN PEPPER
FISH

FINANCIAL DIARY

WEEK 1

Rohima received her salary of 8,100 taka and immediately deposited a small amount into her savings account and paid her insurance premium. She also paid rent which was almost 1/3 of her total salary. She used some of her leftover money to buy food and medicine for her son who was sick with a stress-related illness.

WEEK 2

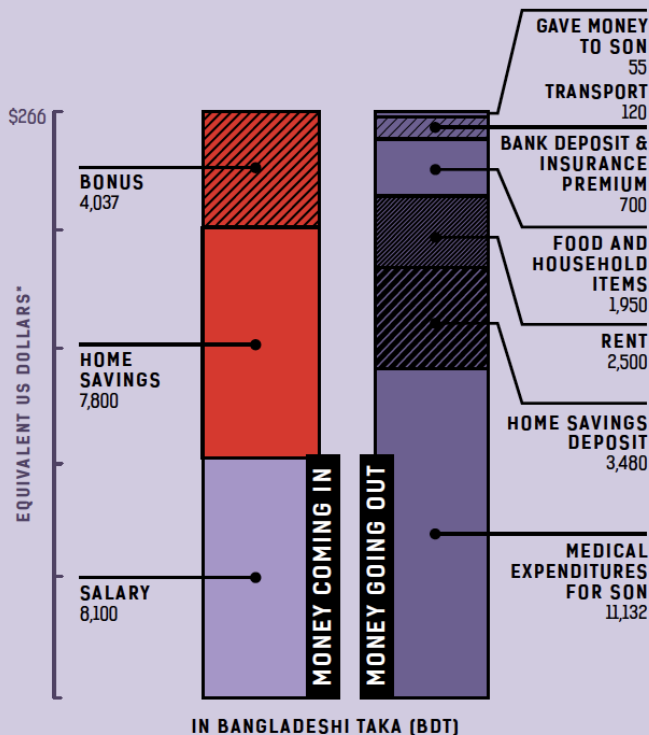
Rohima used some of her leftover salary to purchase food and other household items. Her son was still sick this week and she took him to the hospital for treatment. She ended up paying for a bus to transport them, medicine and a pathology test. She also gave him a little bit of spending money.

WEEK 3

Her son's illness had developed into typhoid, requiring her to make a large withdrawal from her home savings. Rohima took her son to the hospital for treatment and was not able to work in the factory in order to care for her son.

WEEK 4

Rohima went back to work this week and received a 4,037 taka bonus. She used this to purchase food and household items, and she gave a small amount to her son. She deposited the rest into her home savings.



FACTORY CONDITIONS

Fire Safety drill during Weeks 1 and 4.

* Red areas on the graphs show where she had to dip into her savings or find extra money just to cover her basic essentials

** 1 US Dollar is equal to roughly 78 taka. The prices of goods in Bangladesh are lower than in the US, and 1 US Dollar allows you to buy \$2.75 worth of goods in Bangladesh.

Un salaire équitable ou : que faut-il pour vivre dans la dignité ?

Dans la plupart des cas, le salaire minimum ne suffit pas à couvrir les besoins de base des travailleurs*. Pourtant, un salaire équitable est explicitement inscrit dans la Convention des droits de l'homme.

Convention des droits de l'homme, article 23, paragraphe 3

Toute personne qui travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine, complétée, le cas échéant, par d'autres mesures de protection sociale.

Un salaire vital permet aux travailleurs* de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille - y compris la nourriture, le logement, l'éducation et les soins de santé - et de disposer d'un certain revenu en cas d'urgence. Le salaire devrait pouvoir être gagné au cours d'une semaine de travail normale ne dépassant pas 48 heures.

PAY GARMENT WORKERS A LIVING WAGE

A worker should be able to afford:

- 1 food
- 2 rent
- 3 healthcare
- 4 education
- 5 clothing
- 6 transportation
- 7 savings

A living wage is a human right, for all people, all over the world

www.cleanclothes.org

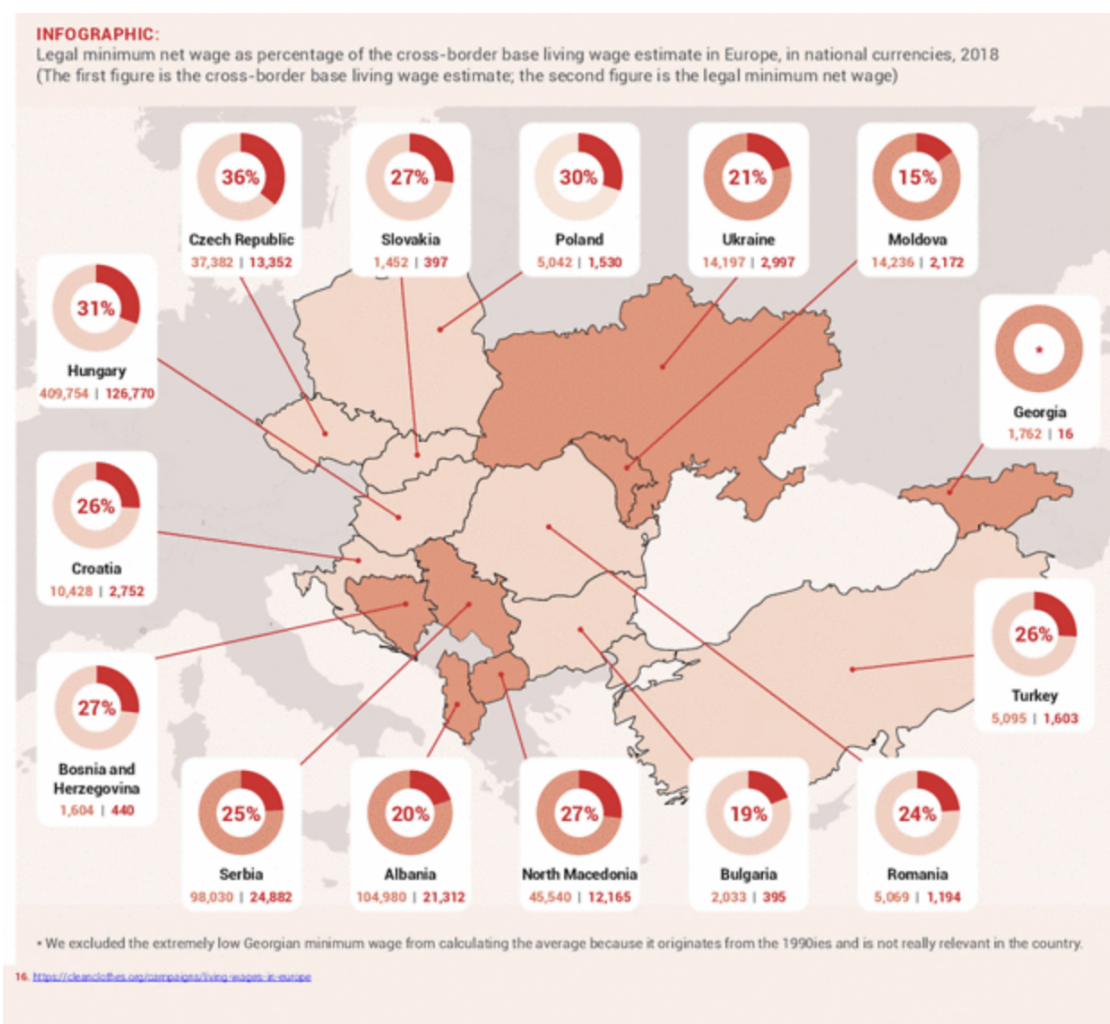
Le montant d'un salaire de subsistance varie en fonction de la région et du coût de la vie. Il existe différentes approches pour calculer un salaire de subsistance. L'Asia Floor Wage et la méthode de Anker font partie des méthodes les plus établies pour calculer le salaire de subsistance.

Différence entre salaire de subsistance et salaire minimum :

La comparaison entre le salaire minimum et le salaire de subsistance montre à quel point les salaires minimums sont souvent fixés à un niveau bas et combien les ouvriers textiles* gagnent peu en réalité. Souvent, le salaire minimum est inférieur à la moitié du Living Wage calculé. Dans certains cas, il ne représente même qu'un quart du salaire de subsistance. Cela vaut également pour les salaires en Europe, comme le montrent les calculs de la Campagne Clean Clothes. Dans les pays producteurs de textile d'Europe de l'Est, il ne représente souvent que 25% du salaire vital.

Source:

https://cleanclothes.org/file-repository/coc_policy-paper_eng-23nov.pdf/view



Solutions au niveau politique

Les 30 dernières années ont montré que les mesures volontaires ne suffisent pas à initier un véritable changement dans l'industrie de la mode. Malgré les nombreuses déclarations faites du bout des lèvres par les entreprises, les violations des droits de l'homme sont toujours à l'ordre du jour. C'est pourquoi des lignes directrices politiques claires sont nécessaires pour responsabiliser les entreprises de mode.

Dans le monde entier, l'élan en faveur d'une législation sur la responsabilité juridique des entreprises et d'un devoir de diligence contraignant en matière de droits de l'homme et d'environnement pour les entreprises - et pas seulement pour l'industrie textile - se renforce. Les initiatives qui ont vu le jour dans ce domaine se réfèrent toutes aux Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme adoptés en 2011 par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

Devoir de diligence en matière de droits de l'homme

Les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme reposent sur un modèle à trois piliers que l'on peut résumer par "protection, respect et réparation".

- **Obligation de l'État de protéger les droits de l'homme.** Les États sont tenus par le droit international de protéger les personnes contre les violations des droits de l'homme liées à l'activité économique - par des politiques, des réglementations et des juridictions appropriées.
- **Responsabilité des entreprises.** respect des droits de l'homme. Les entreprises ont la responsabilité de respecter les droits de l'homme. Elles doivent analyser et mettre fin aux éventuels effets négatifs de leurs activités sur les droits de l'homme et s'efforcer d'obtenir réparation.
- **Accès à des voies de recours efficaces.** Dans le cadre de leur obligation de protection, les États doivent permettre aux victimes de violations des droits de l'homme d'accéder à des moyens judiciaires et extrajudiciaires afin que les violations des droits de l'homme liées à l'activité économique fassent l'objet d'une enquête, soient sanctionnées et réparées.

Comme les entreprises ont la responsabilité de respecter les droits de l'homme, il en résulte des devoirs de diligence en matière de droits de l'homme. Il s'agit entre autres de :

- Développer une politique d'entreprise en matière de droits de l'homme qui soit intégrée dans les processus de décision.
- Réaliser une analyse continue de l'impact et des risques en matière de droits de l'homme de ses propres activités et relations commerciales, en impliquant la société civile concernée.
- Prendre des contre-mesures efficaces afin de prévenir les risques et de remédier aux abus.
- Réparer les dommages subis par les personnes concernées.
- Rapport sur l'analyse et les contre-mesures prises

L'initiative sur la responsabilité des multinationales en Suisse s'est également basée sur les Principes directeurs de l'ONU. Avec plus de 100 autres organisations de la société civile, nous avons placé en 2020 de grands espoirs dans l'initiative sur la responsabilité des multinationales, qui a certes été acceptée par le peuple à 50,7%, mais qui a malheureusement finalement échoué à la majorité des cantons. Dans le sillage de l'initiative pour une loi allemande sur la chaîne d'approvisionnement, nous essayons cet été, avec d'autres organisations, de maintenir la pression sur Karin Keller Sutter pour qu'elle présente une proposition de loi.

D'autres Etats sont plus avancés en matière de réglementation : en 2017 déjà, la France a adopté la "Loi de Vigilance", qui oblige les entreprises à vérifier leur devoir de diligence en matière de droits humains jusqu'à et avec leurs filiales et fournisseurs. En Allemagne, la discussion sur la mise en œuvre de la loi sur la chaîne d'approvisionnement adoptée en 2021 est en cours et au niveau de l'UE, la proposition de loi sur le devoir de diligence durable des entreprises a été présentée en février 2022.

Des règles s'appliquant spécifiquement à l'industrie de la mode ont pu être introduites en 2022 en Californie : Depuis le début de l'année, le "Garment Worker Protection Act" protège les travailleurs* contre l'exploitation en les payant à la pièce et en définissant un salaire minimum.

Fashion Revolution lancera en mai 2022, avec d'autres organisations partenaires comme la Clean Clothes Campaign ou la Fair Wear Foundation, une initiative de l'UE visant à introduire un salaire de subsistance. Plus d'informations à ce sujet ici : <https://www.goodclothesfairpay.eu>

Ton engagement pour un salaire de subsistance

Si les choses bougent au niveau politique et que l'on prend de plus en plus conscience que les entreprises ont besoin de règles claires pour agir de manière responsable, c'est aussi grâce à l'engagement important des consommateurs et des citoyens* du monde entier. En effet, de plus en plus de personnes exigent que les vêtements soient fabriqués selon des critères sociaux et écologiques équitables.

Nous pouvons tous nous engager pour une rémunération équitable des travailleurs* - en exigeant des entreprises qu'elles assument leurs responsabilités et en privilégiant des alternatives durables. Voici quelques conseils sur la manière dont tu peux t'engager personnellement.

1. Demander : #whomademyclothes ? #whopaysalivingwage ?

La goutte d'eau qui fait déborder le vase : les entreprises sont aujourd'hui beaucoup plus transparentes et doivent adapter leurs pratiques plus rapidement qu'il y a dix ans - et ce parce que des personnes comme toi leur posent des questions et demandent des comptes. Nous t'encourageons à continuer à demander partout et toujours : #whomademyclothes et #whopaysalivingwage ? Ces deux questions peuvent être posées aussi bien dans le

magasin de vêtements de ton choix qu'en ligne, en taguant ou en écrivant directement à ta marque préférée. Et n'hésite pas à poser des questions !

2. Valoriser le travail

Quiconque a déjà essayé de coudre ou de raccommoder quelque chose sait combien de travail est nécessaire pour confectionner un simple T-shirt. Il est donc important que nous prenions soin de nos vêtements.

Si tu choisis tes vêtements de telle sorte que tu ne veuilles plus jamais t'en séparer, si tu les chéris et en prends soin, alors même le marketing de la fast fashion le plus fleuri ne pourra plus te séduire. #lovedclotheslast

3. Soutenir l'économie circulaire

Il existe d'innombrables petits circuits que nous pouvons encourager en tant que consommateurs. Par exemple : des offres de reprise, des possibilités de raccommodage, des conseils d'entretien et l'encouragement à la revente.

La seconde main est toujours un bon choix. Tant que tu gardes les vêtements déjà produits dans le circuit, aucune nouvelle matière première ne doit être utilisée. Tu peux également déjouer le modèle commercial de la fast fashion, qui repose sur une consommation toujours plus importante à des prix toujours plus bas.

4. Privilégier les alternatives équitables

Les petites marques qui entretiennent des relations commerciales directes avec les producteurs* ne sont pas obligées de s'en remettre à un système largement enchevêtré et opaque. Elles abordent les relations commerciales sous forme de partenariat. Les producteurs sont ainsi dans une position de négociation équitable. Fais attention à la transparence de la communication des marques.

Les certifications peuvent également donner une indication sur l'activité commerciale. Cependant, il existe de grandes différences dans ce que les labels distinguent exactement, ce qui rend difficile d'avoir une vue d'ensemble et fait courir le risque d'un greenwashing. Là encore, informe-toi, par exemple sur <https://labelinfo.ch> !

5. Reconnaître les pièges du greenwashing

Grâce à ces questions, tu peux plus facilement savoir si une entreprise prend les pratiques durables au sérieux :

Quel est le modèle d'entreprise ?

Lorsqu'il s'agit de salaire, les entreprises parlent-elles de salaire de subsistance ?

Les entreprises sont-elles certifiées ?

Participent-elles par exemple à une initiative multipartite comme la Fair Wear Foundation ?

Dans quelle mesure les entreprises communiquent-elles de manière transparente ?

Citez-vous des fournisseurs ? Avez-vous des relations de longue date avec les fournisseurs, travaillez-vous en étroite collaboration avec eux ?

Les petites entreprises peuvent difficilement se faire certifier.

Mais : connaissent-elles leurs fournisseurs et les montrent-elles ? Travaillent-elles depuis longtemps avec eux ? Sont-ils transparents dans leurs efforts et leurs objectifs ?

Végétalien ne veut pas dire "bon". Un sac en PVC ne contient pas de composants d'origine animale. Mais cela ne sert pas forcément la protection de l'environnement. Cette promesse

de produit ne permet pas non plus de savoir si le sac a été produit dans des conditions équitables pour l'homme.

Made in Europe n'est pas synonyme de "bon". La Roumanie est la nouvelle Chine. De nombreux fabricants de vêtements ont rapatrié leur production en Europe de l'Est et du Sud. Cela ne signifie pas pour autant que les conditions de travail des couturières* se sont améliorées.

Et malheureusement, cela ne signifie pas non plus que ton vêtement a parcouru moins de chemin. Le coton du Ghana, lavé au Vietnam, tissé en Inde et cousu en Roumanie, s'appelle alors "Made in Roumanie".

Vérifier la qualité: Quels sont les matériaux utilisés ? Economise-t-on et mise-t-on sur des fibres artificielles ?

Le style est-il cohérent ou change-t-il souvent et suit-il toutes les tendances ? La fast fashion mise sur les tendances et sur des durées de collection de plus en plus courtes.

Keine nachhaltige Mode ohne fairen Lohn



ask #whomademyclothes?

Kampagne mit Unterstützung von:
Katholische Kirche im Kanton Zürich
Däster-Schild Stiftung
Stiftung Corymbo

fashionrevolution.ch

